



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

25/04/2020

Résumé des questions économiques et sociales

Semaine du 20 au 24 avril 2020.

France.

Luttes. Services publics. La fédération CGT a déposé un préavis de grève pour toute la durée du mois de mai.

Hôpitaux. Belle Ile. Appel CGT pour le retrait du personnel devant le manque de moyens de protections. Hôpital du Cotentin. Appel CGT à la grève à compter du 24.04 contre la réduction de personnel du service des soins de suites et de réadaptation.

Cimenterie. Appel CGT à la cimenterie d'Arvard (Deux-Sèvres) à 24h de grève contre les conditions de travail, les pressions de la direction sur les salariés pour qu'ils soient présents.

Disney. Son surnom « oncle picsous » est toujours d'actualité. Dès l'annonce de la fermeture des spectacles Disney a mis fin aux contrats des CDD et des intermittents travaillant à Disneyland. L'action résolue de la CGT l'a obligé à reculer et à réembaucher tous ces salariés en contrats précaires. Ils pourront ainsi bénéficier du chômage partiel.

Luxfer. (Gerzat, Puys de Dôme). La seule usine européenne fabriquant des bouteilles d'oxygène médical a fermé ses portes en décembre 2019 sur décision de sa maison mère l'anglais Luxfer Gaz Cylinder et supprimant 130 emplois. Au moment où Macron et d'autres prétendent vouloir relocaliser des productions en France, l'occasion était belle de passer de la parole aux actes en prenant des mesures pour sa réouverture. Interrogé sur cette éventualité B. Lemaire répond *Ni les personnels ni les machines ne sont disponibles pour reprendre l'activité.* Ce qui est démenti par le syndicat CGT qui a mené une bataille exemplaire pour sauver l'usine mais aussi par les élus de tous bords y compris le maire LR de Gerzat élu LR.

Reprise. Le patronat lance en grand la reprise d'activité. S'il est difficile d'avoir une idée exacte de celle-ci, plusieurs grandes entreprises annoncent leur réouverture dans les jours qui viennent. Ce qui va entraîner celles des sous-traitants et des prestataires. Bien sûr le patronat affirme que toutes les mesures assurant la sécurité des salariés ont été prises. Parmi ces annonces citons Claas (machines agricoles, Le Mans) plusieurs usines de Valéo, Orano (ex Areva, la Hague) Guitton (Trémeur, Côtes-d'Armor) le BTP (en particulier les travaux publics), Hamelin (papeterie, Caen) Ikea Renault qui reprend dans toutes ses usines françaises la semaine prochaine, Renault truck à Vénissieux. Dans plusieurs de ces secteurs, sous prétexte de surcoûts liés aux « mesures de sécurité » les demandes de dégrèvements fiscaux sont avancées. Dans le même temps 42.000 entreprises n'ont pas réglé le premier tiers de leurs impôts en mars comme le permettent les mesures prises en leurs faveurs. Parmi elles 20 grands groupes (transport, automobile, industrie).

Syndicats. Ceux de Peugeot -FO, CGC, CFDT, CFTC- viennent d'adresser une lettre à plusieurs ministres pour leur demander la réouverture des concessions pour donner du sens à la reprise du travail. Jusqu'où iront-ils dans la défense des dividendes ? La direction de Peugeot qui formule la même demande appréciera celle de ces syndicats.

Banques. Pratiquement toutes les banques obligent leurs salariés à la prise de congé et RTT avant la fin mai, obligatoire et sans accord avec les syndicats à la faveur des ordonnances. Un communiqué commun

fédération bancaire (Patrons) et CGC, CFDT prévoit *dans les prochains jours les plans de retour à l'activité normale*. Le « dialogue social » dans toute sa splendeur.

Travailler plus. C'est ce que demande B. Retailleau, président du groupe LR au Sénat, tout en annonçant qu'ils voteront le collectif budgétaire présenté par le gouvernement. Il réaffirme son attachement au capitalisme *Je suis pour un capitalisme d'entrepreneurs, mais ni un capitalisme financier anglo-saxon ni pour le socialisme* (pour le socialisme on le savait).

Dividendes. Dans les 'Echos' (21.04) A. Madelin (ancien du groupe fasciste Occident, ancien ministre des finances RPR) prend la défense de la distribution des dividendes, pandémie ou pas. Il donne à B. Lemaire, son cadet, une leçon de capitalisme *choisir de distribuer un dividende ou pas reste le choix d'une entreprise, pas celui d'un ministre*.

Madelin est entendu par Vivendi qui annonce une augmentation de son dividende 2020 de 20%.

Ehpad. Chacun se souvient des luttes menées par les personnels des Ehpad pour apporter aux résidents l'attention et les soins que leurs états nécessitent. La pandémie leur donne raison. Les Ehpad sont transformés en mouroir. (7303 décès ont été enregistrés dans les Ehpad au 23.04, 18.687 dans les hôpitaux).

Par contre les propriétaires privés de ces établissements engrangent de confortables profits. Pour les deux plus importants d'entre eux Korian (filiale du crédit Agricole et de la mutuelle Malakoff Médéric) annonce un bénéfice avant impôts de 535 millions (+ 12,2%), Orgea (filiale d'un fond de pension canadien) un résultat net de 11,6% pour 2019.

Presse. Prestalis (distribution de la presse quotidienne et hebdomadaire) est en cessation de paiement est autorisé à poursuivre son activité jusqu'au 30 avril. Ses difficultés financières ont pour origine le refus des éditeurs de journaux de financer correctement le service de la distribution. La recherche d'un repreneur est en court mais dans tous les cas l'emploi sera le perdant.

Paris Normandie est lui aussi en liquidation judiciaire avec l'autorisation de la poursuite d'activité pour trois mois. Là aussi l'emploi risque de faire les frais d'une reprise.

Emploi. Les déclarations d'embauches enregistrées par la SS sont en chute libre. – 531.000 au 1^{er} trimestre par rapport à 2019. Celle des cadres recule de 40%. Seul le chômage partiel financé par l'Etat au prix d'un endettement colossal évite l'explosion -pour l'instant- du chômage.

Les déficits des organismes sociaux explosent. 40 Mds pour la SS résultat des reports de cotisations (avant leurs annulations ?) de la désocialisation des primes, de la diminution des recettes liées à l'arrêt de l'activité et au chômage partiel, de la baisse des recettes fiscales, de charges supplémentaires avec les versements pour garde d'enfants.

Même situation à l'Unedic qui voit sa dette passée de 37 Mds fin 2019 à près de 50 en juin.

Inquiétude. C'est ce qui ressort d'un article des « Echos » (22.04) concernant l'après pandémie. Pas pour le capitalisme, gavé de milliards de dollars, d'euro, de yen par les banques centrales, les institutions financières, les Etats. L'inquiétude est ailleurs. Titre de l'article *Le monde au bord d'une explosion sociale majeure*. Il rappelle de la lutte des peuples tout au long de ces dernières années (des mouvements qui ont touchés plus de cent pays depuis 2017 selon une étude américaine) et qui en sommeil avec la pandémie, pourrait repartir de plus belle après la fin de celle-ci. L'économiste en chef du FMI déclare *Si cette crise est mal gérée et que les citoyens estiment que leur gouvernement n'a pas fait assez pour les aider des troubles sociaux pourraient émerger*. L'auteur de l'article va même jusqu'à parler d'émeutes, voire de révolutions.

L'OIT estime que 250 millions d'emplois supplémentaires vont être détruits, que 1,25 milliard de personnes de plus vont voir leurs revenus baisser, que la misère et la faim vont faire un bond (à ce propos le préfet de Seine St Denis s'inquiète de l'apparition de la faim dans certains quartiers) tandis que l'ONU craint une explosion de la faim qui s'ajoutera aux 135 millions de personnes au bord de la famine en 2019.

L'hebdomadaire « Challenge » exprime la même crainte. Après avoir fait le tour de mouvements sociaux depuis l'apparition du Covid 19 -Amazon, Carrefour, la Poste, les fonctionnaires, il conclut son article par *le déconfinement social sera chaud*.

Ces journaux, fidèles défenseurs du capitalisme ont raison de s'inquiéter. Les bavardages sur le « jour d'après » n'inquiètent pas le capital. La lutte des peuples, si.

Monde.

Confédération syndicale internationale (CSI). A la suite de la réunion du G 20 du 26 avril, la CSI a publié un communiqué. Deux phrases donnent une idée du degré de soumission de cette confédération au capitalisme : *le sommet du G20 fait la preuve de leaderships mondial* (au profit de qui ?) et *Nous félicitons le G20 pour son engagement en faveur d'une relance économique mondiale.* (Qui sera payée par les peuples) Pour rappel : l'ensemble des confédérations françaises sont adhérente à la CSI. Un des arguments de la CGT pour y adhérer était de modifier de l'intérieur la politique de la CSI. Le constat qu'il est possible de faire, c'est que ce n'est pas une réussite.

UE. Une réunion des chefs d'Etats et de gouvernement européen s'est tenue le 23 avril. Chacun y va de ses propositions en fonction des intérêts des capitalistes de son pays. Le socialiste espagnol P. Sanchez propose un fond de 1.500 Mds pour les pays les plus touchés par la crise. Ce fond prendrait la forme d'une « dette perpétuelle » (qui donc ne serait jamais remboursée, seuls les intérêts seraient réglés). L'italien M. Conti plaide pour l'émission d'une « dette commune », la France son projet de « fond de relance ». De leur côté l'Allemagne et la Hollande refusent toujours cette idée de mutualisation de la dette. Pour eux la dette est l'affaire des Etats et non de l'Europe. Sans surprise la réunion n'a donné aucun résultat concret. Pour ne pas perdre la face vis-à-vis des peuples et pour maintenir la fiction d'une Europe solidaire, ils ont décidé de renvoyer à la commission le soin de faire de nouvelles propositions dans le cadre du budget européen 2021-27

Pétrole. Les cours du baril ne remontent pas. Aux USA 20 avril il a été négatif à moins de un \$. La production supérieure à la demande, les capacités de stockage qui ont atteint leurs points maximums n'expliquent pas tout. La spéculation joue un rôle important dans cette baisse. C'est ainsi que ce même 20 avril, 6 Mds de \$ ont changé de main à la bourse. Un expert des marchés des matières premières explique : *Il est envisageable qu'une manipulation en soit à l'origine. Sur les marchés les manipulations exploitent les goulets d'étranglements comme les contraintes de stockage.*

Le cours est depuis remonté à 15 \$ le baril aux USA, et côté en Europe à 20,55 le 23.04. Une situation temporaire qui ne change rien sur le fond.